

Conférence de presse Reko Tika - 24 juin 2021

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

Nous voici à la veille du départ de la délégation polynésienne Reko Tika pour se présenter à la table ronde de haut niveau proposée par Emmanuel Macron qui se tiendra la semaine prochaine à Paris, les 1^{er} et 2 juillet.

C'est pourquoi j'ai souhaité vous convier à ce point presse afin de vous exposer à nouveau la démarche et répondre à toutes vos questions de sorte à informer du mieux possible tous nos concitoyens.

Cette invitation du Président de la République vient en réponse à la demande que je lui formulais par courrier en date du 11 mars 2021 en ces termes : *« J'ai souhaité attirer votre attention sur le désarroi profond que suscite la publication de ces études et sur l'attente légitime qui en découle de voir l'Etat apporter des clarifications sur cette situation. (...) j'estime que l'Etat a un devoir de vérité et de justice vis-à-vis des Polynésiens. »*

La délégation proprement dite que je conduis, se compose finalement de 19 personnalités représentant les institutions politiques et civiles auxquelles s'ajoutent notre coordonnateur Joël Allain et la déléguée polynésienne au suivi des conséquences des essais nucléaires, Yolande Vernaudon. La composition nominative est déclinée dans le document joint au dossier qui vous est remis.

Je vous en donne connaissance.

La délégation polynésienne Reko Tika a été officiellement mise en place par le conseil des ministres le 12 mai dernier. Nous avons tenu 5 réunions plénières, les 18 et 28 mai, les 3, 10 et 22 juin et une session d'ateliers le 8 juin, pour environ 50 heures de travail et d'échanges. C'est un acte volontaire. Aucune rémunération n'a été prévue y compris pour le coordonnateur.

Il est à signaler que l'association Moruroa e Tatou était présente à la première réunion. L'association 193 était présente aux 4 premières réunions. La parole était libre. L'association 193 a pu faire part, par écrit, de ses propositions au coordonnateur, monsieur Joël Allain. Et je remercie le président de 193 pour cet exercice utile qui nous a permis de prendre en considération leurs propositions. Et nous le ferons fidèlement

Pendant tout le temps de ces travaux, nous avons souhaité, tous d'un commun accord, garder le silence au sujet de nos débats internes, comme il est de règle universelle lorsque des sujets essentiels sont étudiés par des assemblées responsables. Cela permet à chacun de s'exprimer avec toute la force de ses convictions et à la réflexion collective de s'enrichir des divergences et de grandir.

Nous nous sommes organisés en 4 ateliers qui ont chacun apporté sa contribution. Au terme de tous nos travaux, nous sommes arrivés à un consensus global sur les doléances à présenter à la table ronde et aux objectifs recherchés au travers de ces requêtes. Vous comprendrez que nous en réservons la primeur à nos hôtes parisiens.

Ces questionnements se répartissent en trois grandes thématiques, en accord avec l'Etat qui a organisé cette table ronde en trois séquences successives ; histoire et mémoire sur toute la journée de jeudi 1^{er} juillet, conséquences sur la santé vendredi 2 juillet au matin et enfin impacts territoriaux le vendredi après-midi. Ces trois séquences couvrent bien l'ensemble des thématiques souhaitées, de son côté, par la délégation Reko Tika.

Nos rapporteurs, à chacune de ces séquences, ont été désignés de manière collégiale : Tepuaraarii Teriitahi sur le sujet sociétal, Patricia Grand et Patrick Galenon pour les conséquences sanitaires, Yseult Butcher, Winiki Sage et Teva Rohfritsch pour l'impact sur les territoires.

Je regrette bien sûr que les associations Moruroa e Tatou et 193 n'aient finalement pas voulu se joindre à nous.

Les revendications qu'elles portent de longue date sont évidemment légitimes et ont leurs sens. Je reste convaincu que la politique de la chaise vide est inefficace. Mais, grâce à notre esprit océanien, je ne désespère pas qu'un jour prochain, nous puissions à nouveau nous asseoir autour de la table et s'élever pour faire converger nos forces et nos convictions sur ce sujet du nucléaire.

Aujourd'hui, la question n'est pas de savoir qui est ou non anti-nucléaire. Les essais ont pris fin, il y a 25 ans.

Il faut s'appuyer sur ce passé pour aller de l'avant, se projeter dans l'avenir et construire l'avenir de manière sereine. Il n'y a pas de brevet de légitimité pour faire partie de cette délégation Reko Tika, dès lors que nous allons à Paris au nom de la Polynésie française et pour porter la voix des Polynésiens.

Les revendications individuelles n'ont pas leur place ici, mieux elles deviennent des revendications collectives. Cette voix, je le disais, elle est le fruit de nos travaux collectifs.

Il n'y a pas de sujet tabou dans ce que va présenter la délégation. C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que le Président de la République a accepté la tenue de cette table-ronde.

Ce qui va être dit à Paris est bien la traduction des revendications de la Polynésie française, y compris du message porté par les associations qui ne nous accompagneront pas. D'ailleurs, comme je le disais plus haut, 193 a participé pleinement aux ateliers préparatoires de cette mission et ses doléances ont donc été intégrées.

Il ne faut pas nous faire de procès d'intention, ni faire de procès d'intention à l'Etat, ni à qui que ce soit. Nous souhaitons continuer le travail commencé par nos prédécesseurs, je pense à J.DOOM, Bruno BARILLOT, ou Roland OLDHAM.... Soyons comme Saint-Thomas. Il faut attendre de connaître les réponses qui seront formulées à nos doléances avant de prononcer le jugement dernier, comme certains l'ont déjà fait.

Mais il est vrai aussi que c'est la nième réunion tenue depuis 30 ans.... Restons mobilisés. Ne nous laissons pas de chercher la vérité de 40 ans d'histoire nucléaire.

Fallait-il ou non aller à Paris pour mener ce débat ? Fallait-il que ce débat ait lieu à Tahiti ?

Je suis tenté de dire que la question du lieu n'est pas déterminante sur nos chances de réussite. La vérité ne dépend pas du lieu de réunion. La vérité n'a pas de frontière. Elle dépend de la bonne volonté des hommes.

Mais je me range aussi à ce qu'a dit le ministre Sébastien Lecornu, lorsqu'il nous a tous rencontrés avec les associations lors de sa visite : « *à Paris, le retentissement médiatique sera plus important que si cela s'était déroulé ici* ».

Mais ce n'est pas ce qui m'importe.

Et je rajouterai aux propos du Ministre, « le retentissement ne sera que plus important si les **hauts responsables parisiens** tendent une oreille attentive à ce sujet qui nous intéresse tous », puisque plusieurs d'entre nous ont pris sur leur temps personnel pour apporter leur contribution à la réflexion.

Le Président de la République aura sans aucun doute à cœur de s'exprimer sur ces questions devant les Polynésiens lors de sa prochaine visite. J'ai senti chez lui la volonté de prendre le sujet à bras le corps.

Ce qui est certain, c'est que tout ne sera pas résolu en deux jours de table ronde. Nous en sommes parfaitement conscients. Nous obtiendrons certainement des réponses sur certains sujets, durant les deux jours. Nous obtiendrons sans doute des ouvertures de travaux sur des sujets nécessitant des expertises juridiques ou économiques. Nous avançons pas à pas depuis de nombreuses années. Mais, les premières réponses qui nous seront données augureront ou non de la sincérité et de la volonté de l'Etat à aller de l'avant avec nous.

Ce que nous voulons, c'est ouvrir un nouveau chapitre de notre histoire pour que vérité et justice soient faites.

Voilà donc en quelques mots résumé ce qui guide la délégation Reko Tika. Nous sommes à votre disposition pour répondre à vos

questions, sachant, comme je vous l'ai dit, que nous réservons la primeur de nos interventions au fond à nos hôtes parisiens.